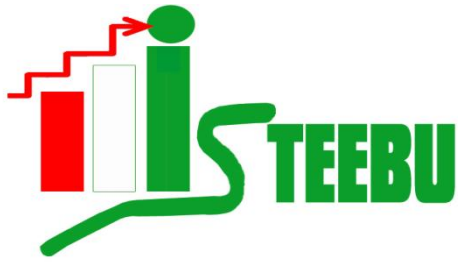


INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES  
ECONOMIQUES DU BURUNDI



SERVICE DE COMPTABILITE NATIONALE

---

ENQUETE DE STRUCTURE AUPRES DES STRUCTURES  
SANITAIRES ET ÉDUCATIVES PRIVÉES

RAPPORT D'ENQUETE

---

*AOÛT 2019*

## Sigles et abréviations

Cspro : Census and suvery program

PRCIEG: Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Effacité Gouvernementale

FBU: Francs Burundais

ISTEEBU: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

CDS Centres de Santé

SCN : Système de Comptabilité Nationale

SCN 2008: Système de Comptabilité Nationale, édition 2008

SCN 93: Système de Comptabilité Nationale, édition 1993

SPSS: Statistical Package for the Social Sciences

Table des matières	
Sigles et abréviations.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des graphiques.....	iv
Contexte et justification.....	6
Chapitre I : Objectifs et méthodologie de l'étude.....	7
I.1 Objectifs.....	7
I.2. RESULTATS ATTENDUS.....	7
I. 3. Méthodologie de l'étude.....	7
I.3.1 Champ géographique.....	7
I.3.2 Base de sondage.....	8
I.3.3 Structure de l'échantillon.....	9
I.3.4 Outils de collecte.....	10
I.3.5 Questionnaires.....	11
I.3.6 Manuels de collecte.....	11
I.4. Déroulement des activités sur le terrain.....	11
I.4.1. Formation du personnel de collecte et de saisie.....	11
I.4.2. Collecte des données.....	12
I.4.2.1. Phase d'identification.....	12
I.4.2.2. Phase de collecte.....	12
I.4.3. La saisie.....	13
I.4.4. Apurement et traitement des données.....	13
CHAPITRE II : RESULTATS ATTEINTS.....	14
Volet EDUCATION.....	14
I. Répartition du chiffre d'affaire.....	14
II. Répartition des employés selon la nature du contrat, édition 2016 et 2017.....	14
III. Répartition des employés selon le type de travailleurs.....	15
IV. Répartition des recettes générées par le secteur éducatif privé au Burundi.....	15
V. Répartition des dépenses générées par le secteur éducatif privé au Burundi.....	16
VI. Répartition des investissements par le secteur éducatif privé au Burundi.....	18
Volet SANTE.....	20
I. Répartition du chiffre d'affaires.....	20
II. Répartition des employés selon la nature du contrat, édition 2016 et 2017.....	22
III. Répartition des employés selon le type de travailleurs.....	22
IV. Répartition des recettes générées par les secteurs de santé privés au Burundi ...	23
V. Répartition des dépenses générées par les hôpitaux et centres de santé privés au Burundi.....	23
VI. Répartition de la variation des stocks pour les structures sanitaires privées au Burundi.....	26
VII. Répartition des investissements pour les structures sanitaires privées au Burundi.....	27
V. CONCLUSION.....	33
ANNEXES.....	34

## Liste des tableaux

Tableau 1: Structure de la Base de Sondage pour les structures de santé privées .....	8
Tableau 2: Structure de la Base de Sondage pour les structures éducatives privées .....	8
Tableau 3: Répartition de l'échantillon concernant les centres de santé et hôpitaux privés ...	9
Tableau 4: Répartition de l'échantillon concernant les écoles et université privés .....	10
Tableau 5: Répartition du chiffre d'affaire par branche d'activités du secteur éducatif privé	14
Tableau 6: Répartition des employés selon la nature du contrat du secteur éducatif privé...	14
Tableau 7: Répartition des recettes pour le secteur éducatif privé .....	15
Tableau 8: Dépenses générales dans le secteur éducatif privé.....	16
Tableau 9: Autres dépenses diverses dans le secteur éducatif privé.....	17
Tableau 10: Investissements dans le secteur éducatif privé pour l'année 2016 .....	18
Tableau 11: Investissement pour le secteur éducatif privé en 2017.....	19
Tableau 12 : Répartition du chiffre d'affaires suivant les branches dans les structures de santé privées .....	21
Tableau 13: Répartition des employés selon la nature du contrat dans les structures sanitaires privées .....	22
Tableau 14: Recettes dans les structures de santé privées .....	23
Tableau 15: Dépenses générales pour les structures sanitaires privées .....	24
Tableau 16: Autres dépenses diverses pour les structures de santé privées .....	25
Tableau 17: Variation des Stocks pour les structures sanitaires privées .....	27
Tableau 18: Répartition des investissements pour les structures de santé privées en 2016	28
Tableau 19: Répartition des investissements des structures de santé en 2017 .....	30

## Liste des graphiques

Figure 1: Répartition des employés selon le type de travailleurs dans le secteur éducatif privé .....	15
Figure 2: Répartition des employés selon le type de travailleurs dans les structures de santé privées .....	22

## Contexte et justification

Le Burundi, à travers l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), s'est engagé à produire régulièrement les comptes nationaux répondant aux standards internationaux. Ces indicateurs macro-économiques sont produits actuellement sous le Système de Comptabilité Nationale de 1993(SCN 93). Cependant, au niveau international, un nouveau système de comptabilité nationale dit de 2008 (SCN 2008), a été adopté et il a été recommandé à tous les Etats de le mettre en œuvre.

La mise en œuvre du SCN dans un pays a pour première étape la construction d'une année de base. Pour cette année-là, il est établi les comptes en niveau pour chacune des opérations de chaque branche d'activités et de chaque secteur institutionnel.

En effet, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base, la qualité des comptes se dégrade. En effet, les erreurs sur les évolutions annuelles peuvent se cumuler et les choix méthodologiques ou les arbitrages opérés sur l'année de base peuvent se révéler d'autant moins pertinents que la réalité est mouvante. Il faut alors changer d'année de base.

L'élaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux permettra donc d'introduire des innovations du SCN 2008, de prendre en compte les nouvelles classifications internationales, d'utiliser de nouvelles sources de données, mais aussi, de rectifier des erreurs qui n'avaient pas pu être détectées lors de la construction de la base précédente.

C'est dans ce cadre que l'ISTEEBU avec l'appui du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Efficacité Gouvernementale (PRCIEG) a mené une « enquête auprès des structures sanitaires et éducatives privées, édition 2018 », dont les principaux résultats sont présentés dans le présent rapport..

## Chapitre I : Objectifs et méthodologie de l'étude

La première partie de ce rapport est consacrée aux objectifs de l'étude ainsi que la méthodologie. D'une façon détaillée, elle présente les objectifs et les résultats attendus, méthodologie de l'étude.

### I.1 Objectifs

L'objectif principal de cette enquête était de rassembler des données économiques, détaillées et à jour en rapport avec les services sanitaires et éducatifs privés, permettant d'alimenter la nouvelle année de base des comptes nationaux qui sera élaborée sous le SCN 2008.

De plus, les données collectées permettront également de constituer une base de données qui servira dans la production d'autres indicateurs et statistiques utiles dans la prise de décisions politiques et économiques.

Spécifiquement, il s'agira d'avoir des détails sur :

- La production et le chiffre d'affaires réalisés en vendant les services de santé entrant dans le champ de cette enquête ;
- Les fournitures utilisées dans le processus de production des services sanitaires ;
- La main d'œuvre utilisée par ces structures de santé ainsi que les rémunérations des salariées ;
- Les autres sources de revenus de ces structures de santé et d'éducation ;
- Les investissements réalisés.

### I.2. RESULTATS ATTENDUS

- Les recettes des structures sanitaires et éducatives estimée ;
- Les dépenses des structures sanitaires et éducatives estimée
- Les emplois des structures sanitaires et éducatives estimés ;
- La variation de stock des structures sanitaires et éducatives estimés ;
- L'investissement des structures sanitaires et éducatives produits.

### I. 3. Méthodologie de l'étude

#### I.3.1 Champ géographique

L'enquête auprès des structures de santé et d'éducation du secteur privé, édition a visé les différentes structures échantillonnées, partout où elles se trouvent sur le territoire national .

### I.3.2 Base de sondage

La base de sondage est constituée de la liste exhaustive de toutes les structures sanitaires et éducatives du secteur privé du Burundi. Cette base est fournie par le ministère en charge de l'éducation en ce qui concerne les écoles et universités privés d'une part et le ministère de la santé en ce qui est des hôpitaux et centres de santé privés d'autre part. Les écoles privés et universités privés sont au nombre de 578 et les hôpitaux et centres de santé privés sont au nombre de 525 avec 32 hôpitaux privés.

Tableau 1: Structure de la Base de Sondage pour les structures de santé privées

PROVINCES	Région	Centres de santé privés	Hôpitaux privés	TOTAL
BUBANZA	CENTRE OUEST	27	3	30
BUJUMBURA	CENTRE OUEST	33	2	35
CIBI TOKE	CENTRE OUEST	32	2	34
MURAMVYA	CENTRE	14	1	15
MWARO	CENTRE OUEST	9	1	10
BURURI	SUD	22	0	22
MAKAMBA	SUD	35	4	39
RUMONGE	SUD	44	1	45
RUTANA	SUD	19	1	20
RUYIGI	CENTRE EST	6	4	10
CANKUZO	CENTRE EST	8	0	8
GITEGA	CENTRE EST	34	8	42
KARUZI	CENTRE EST	3	0	3
KAYANZA	NORD	20	0	20
KIRUNDO	NORD	15	0	15
MUYINGA	NORD	18	2	20
NGOZI	NORD	32	3	35
BUJUMBURA MAIRIE	MAIRIE	122	17	139
TOTAL		493	32	525

*Source : Ministère de la Santé*

Tableau 2: Structure de la Base de Sondage pour les structures éducatives privées

PROVINCES	REGIONS	ECOLES	UNIVERSITES	TOTAL
BUBANZA	CENTRE OUEST	23	0	23
BUJUMBURA	CENTRE OUEST	35	0	35



BUJUMBURA Mairie	MAIRIE	284	11	295
BURURI	SUD	5	0	5
CIBITOKÉ	CENTRE OUEST	25	0	25
GITEGA	CENTRE EST	44	2	46
KARUSI	CENTRE EST	5	0	5
KAYANZA	NORD	9	1	10
KIRUNDO	NORD	7	0	7
MAKAMBA	SUD	39	0	39
MURAMVYA	CENTRE	10	0	10
MUYINGA	NORD	10	0	10
MWARO	CENTRE OUEST	4	1	5
NGOZI	NORD	23	1	24
RUMONGE	SUD	29	0	29
RUTANA	SUD	6	0	6
RUYIGI	CENTRE EST	4	0	4
TOTAL		562	16	578

*Source : Ministère de l'éducation*

### I.3.3 Structure de l'échantillon

L'échantillon a été établi suivant les différentes régions burundaises, et donc on a pris en compte la dimension de 'la province' d'où est situé l'école (ou université) ainsi que les centres de santé (ou hôpitaux).

Tableau 3: Répartition de l'échantillon concernant les centres de santé et hôpitaux privés

PROVINCES	REGION	CDS PRIVES TOT	HOPITAUX PRIVES TOT	TOTAL ECHANTILLON
BUBANZA	CENTRE OUEST	0	0	0
BUJUMBURA	CENTRE OUEST	8	0	8
CIBITOKÉ	CENTRE OUEST	0	0	0
MURAMVYA	CENTRE OUEST	0	0	0
MWARO	CENTRE OUEST	0	0	0
BURURI	SUD	7	0	7
MAKAMBA	SUD	11	2	13
RUMONGE	SUD	9	0	9
RUTANA	SUD	0	0	0
RUYIGI	CENTRE EST	0	0	0
CANKUZO	CENTRE EST	0	0	0
GITEGA	CENTRE EST	3	3	6
KARUZI	CENTRE EST	0	0	0
KAYANZA	NORD	10	0	10
KIRUNDO	NORD	0	0	0

MUYINGA	NORD	9	2	11
NGOZI	NORD	12	0	12
BUJUMBURA MAIRIE	CENTRE	29	11	40
TOTAL	TOTAL ECHAN	98	18	116

*Source : A partir des calculs effectués sur les données provenant du ministère de la Santé*

Tableau 4: Répartition de l'échantillon concernant les écoles et université privés

PROVINCES	REGIONS	ECOLES	UNIVERSITES	TOTAL
BUBANZA	CENTRE OUEST	0	0	0
BUJUMBURA	CENTRE OUEST	11	0	11
BUJUMBURA Mairie	MAIRIE	166	10	176
BURURI	SUD	2	0	2
CIBITOKÉ	CENTRE OUEST	0	0	0
GITEGA	CENTRE EST	11	2	13
KARUSI	CENTRE EST	0	0	0
KAYANZA	NORD	7	1	8
KIRUNDO	NORD	0	0	0
MAKAMBA	SUD	5	0	5
MURAMVYA	CENTRE	0	0	0
MUYINGA	NORD	6	0	6
MWARO	CENTRE OUEST	1	1	2
NGOZI	NORD	11	1	12
RUMONGE	SUD	8	0	8
RUTANA	SUD	0	0	0
RUYIGI	CENTRE EST	0	0	0
TOTAL		228	15	243

*Source : A partir des calculs effectués sur les données provenant du ministère de l'éducation*

#### I.3.4 Outils de collecte

L'enquête auprès des structures de santé et d'éducation privées a été menée séparément, donc d'une part elle avait des outils propres à la partie « Santé » et des outils relatifs au volet « Education ».

Pour chaque partie, les outils de collecte sont constitués des questionnaires et des manuels des agents enquêteurs.

### I.3.5 Questionnaires

Même si les deux enquêtes étaient séparées, donc une enquête sur les structures de santé et une autre sur les structures d'éducation, les points saillants qui figuraient dans le questionnaire concernent surtout :

- ✓ Les informations générales ;
- ✓ Les activités économiques ;
- ✓ Les employés et la rémunération des salariés ;
- ✓ Les recettes ;
- ✓ Les dépenses ainsi que
- ✓ Les investissements.

Les détails pour ces différents questionnaires sont en annexes.

### I.3.6 Manuels de collecte

Le manuel pour l'agent enquêteur est indispensable lors d'une enquête afin de faciliter la compréhension du questionnaire et éviter d'éventuels problèmes sur les mots utilisés lors de l'enquête. C'est ainsi qu'un manuel de l'agent enquêteur a été mis en place, pour la partie « Education » et pour la partie « Santé ».

Les points suivants sont abordés dans ledit manuel :

- les objectifs de l'enquête et les résultats attendus,
- le travail sur le terrain ;
- le contenu du questionnaire (variables et leurs modalités) ;
- la manière de se présenter dans une entreprise ;
- la façon de poser des questions ;
- la méthode de report des réponses aux questions,
- la manière d'enregistrer les réponses
- etc.

## I.4. Déroulement des activités sur le terrain

### I.4.1. Formation du personnel de collecte et de saisie

La formation du personnel d'enquête a duré trois jours et a été dispensée par les cadres de l'ISTEEBU. Les agents de terrain ont subi une formation intense axée d'abord sur la

compréhension de l'objectif de cette enquête, la compréhension des outils de travail, sur la manière de remplir les questionnaires ainsi que sur l'attitude à adopter sur le terrain.

#### I.4.2. Collecte des données

L'enquête s'est déroulée en deux phases consécutives dont :

- La phase d'identification des structures de santé et d'éducation privées à enquêter et
- La phase de collecte proprement dite.

##### I.4.2.1. Phase d'identification

La phase d'identification est nécessaire pour s'assurer de l'existence physique de la structure éducative ou sanitaire privée à enquêter. Au cas où l'agent enquêteur ne trouve pas l'entreprise à l'adresse indiquée, il va procéder à la recherche de la nouvelle adresse. S'il arrive que l'entreprise ne soit pas trouvée, sur l'approbation du contrôleur, l'on procédera à son remplacement avec une autre structure similaire de la base de sondage.

##### I.4.2.2. Phase de collecte

Cette phase constitue la phase charnière de l'enquête dont dépend la qualité des résultats à atteindre. Elle est caractérisée essentiellement par le déploiement des équipes sur le terrain selon le plan de collecte. Elle exige des moyens logistiques et humains compte tenu de la taille de l'échantillon requis et de la spécificité de l'enquête pour avoir les estimations des indicateurs à l'échelle souhaitée.

Après l'identification, les agents enquêteurs commencent la collecte et enregistrent les informations dans les questionnaires réservés à cet effet, en interrogeant directement la personne responsable de l'unité. Les informations ont été recueillies par interview directe avec les chefs d'entreprises ou les personnes que ceux-ci ont désignées à cet effet.

Compte tenu de la taille de l'échantillon et la spécificité de l'étude qui combine en une seule collecte la partie formelle et informelle :

Cette phase a mobilisé douze (24) enquêteurs, quatre (4) contrôleurs, deux (2) superviseurs et trois (3) coordinateurs. La collecte s'est étendue sur vingt (20) jours. Des réunions se sont déroulées lors de la durée du travail afin de trouver des solutions appropriées à temps aux différents questionnements rencontrés sur le terrain. Par ailleurs, chaque contrôleur avait le devoir et la responsabilité de garder le contrôle permanent avec son équipe et en cas de problème dépassant ses compétences de le communiquer à ses supérieurs aussitôt.

#### I.4.3. La saisie

La saisie a été organisée après la phase sur le terrain. Des agents de saisie ont été recrutés après la mise en place de l'application de saisie sou CsPro.

#### I.4.4. Apurement et traitement des données

L'apurement des données permet de vérifier l'exhaustivité, en essayant de corriger les différentes erreurs ainsi que les cas des non réponses qui ont pu être rencontrés au cours de l'enquête.

Le traitement des données a consisté en la construction et la sortie des tableaux et graphiques afin de répondre aux objectifs qu'on s'était fixé lors de l'enquête. Les différentes sorties ont été effectuées sous les logiciels de traitement des données (SPSS et Excel). L'analyse et l'interprétation des résultats permettent enfin de rédiger le rapport d'enquête.

## CHAPITRE II : RESULTATS ATTEINTS

Volet EDUCATION

## I. Répartition du chiffre d'affaire

Le chiffre d'affaires réalisé par les structures éducatives privées du Burundi est estimé à 40 223 758 978 FBU en 2016 et à 45 679 356 668 FBU en 2017. Les activités secondaires de ce secteur représentent environ 2%.

Tableau 5: Répartition du chiffre d'affaire par branche d'activités du secteur éducatif privé

		CAHT_2016	CAHT_2017
Activité principale	Enseignement	39 431 037 279	44 505 657 044
Activités secondaires	Autres commerces de détail hors magasin	591 480 545	783 285 798
	Transports routiers passagers	108 998 643	138 747 145
	Location immobilière	41 772 150	98 343 052
	Imprimerie et activités connexes	25 358 100	22 480 200
	Restauration	12 299 614	113 486 645
	Commerce de détail en magasin spécialisé de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	7 638 200	12 098 040
	Commerce de détail sur éventaires	2 842 514	1 835 619
	Commerce de détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique	1 702 848	2 552 100
	Autres cultures n.c.a	564 000	733 200
	Fabrication de meubles	65 085	137 826
TOTAL		40 223 758 978	45 679 356 668

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## II. Répartition des employés selon la nature du contrat, édition 2016 et 2017

Les écoles et universités privées sont des pourvoyeurs d'emploi. En effet on note qu'en 2016, il y a quatorze milles huit employés (14008) au total tandis que en 2017, l'effectif des salariés augmente légèrement et passe à quatorze mille sept cent quatre vingt quatorze employés (14794) en 2017. On remarque que plus de 60% des employés sont des permanents, et le reste sont des vacataires qui travaillent à temps partiel que ce soit en 2016 ou en 2017. Que ça soit les permanents ou les temporaires, les résultats montrent que la majorité sont des hommes (à hauteur de plus de 65%).

Tableau 6: Répartition des employés selon la nature du contrat du secteur éducatif privé

	2016	2017

Type de travailleurs	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)
Hommes permanents	5 006	35,74	5 450	36,84
Femmes permanentes	3 425	24,45	3 565	24,09
Hommes temporaires	4 554	32,51	4 651	31,44
Femmes temporaires	1 023	7,30	1 129	7,63
TOTAL	14 008		14 794	

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

### III. Répartition des employés selon le type de travailleurs

Le graphique ci-dessous montre que parmi les types de travailleurs, beaucoup sont des salariés non déclarés. En effet, on constate qu'en 2016 il y a 58,02% qui ne sont pas déclarés, et en 2017, ce pourcentage revient à 56,33%.

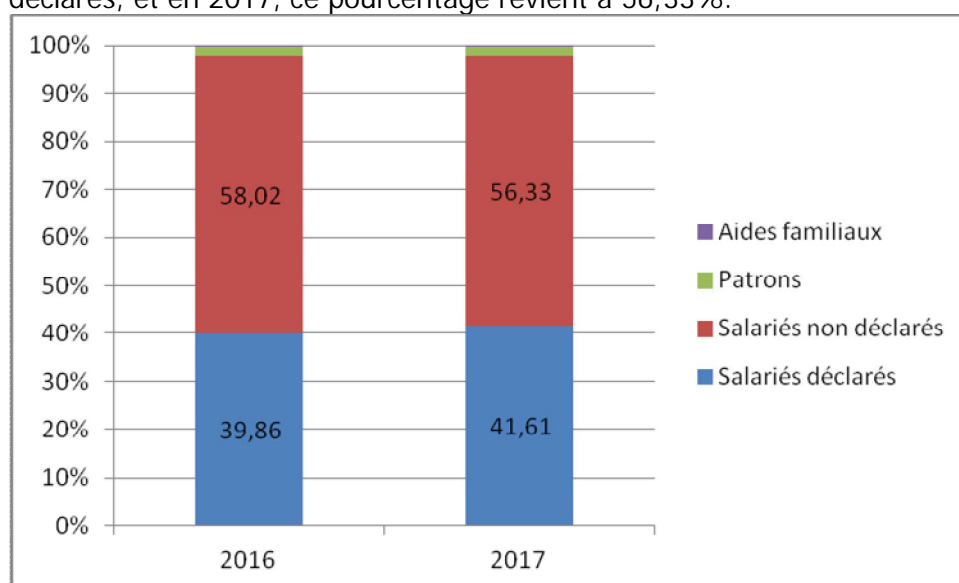


Figure 1: Répartition des employés selon le type de travailleurs dans le secteur éducatif privé

### IV. Répartition des recettes générées par le secteur éducatif privé au Burundi

Le tableau ci-dessous révèle que l'ensemble des recettes s'élève à 41 212 224 605 FBU en 2016 tandis qu'en 2017, elles sont estimées à 45 893 886 818 FBU. Selon les mêmes résultats, les frais de scolarité constituent la partie la plus importante des recettes, soit respectivement 84% et 85% en 2016 et 2017. Ils sont suivis par les transferts reçus (aides et dons) qui représentent environ 6%.

Tableau 7: Répartition des recettes pour le secteur éducatif privé

	MONTANT 2016	MONTANT 2017
Frais de scolarité/Minerval	34 723 745 107	39 212 803 722
Transferts reçus (aides et dons):	2 526 470 357	2 447 337 248
Frais d'inscription	919 138	973 579
	287	495
Vente des livres	568 515	715 897
	462	189

Vente des uniformes	282 171 030	365 848 315
Subventions d'exploitation reçues	152 988 925	138 862 876
Subventions/Transferts en capital reçus	133 533 851	61 998 500
Location de bâtiments	77 004 566	139 487 192
Location de terrain	44 707 000	34 679 600
Restauration	42 401 214	144 930 917
Dividendes ou autres profits réalisés	10 932 384	11 493 000
Intérêts reçus	9 817 500	13 287 756
Location de matériels	8 931 080	6 448 081
Revenu d'internat	4 638 125	1 580 130
Autres recettes non précisés	1 707 229 719	1 625 652 797
TOTAL	41 212 224 605	45 893 886 818

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## V. Répartition des dépenses générées par le secteur éducatif privé au Burundi

### 1. Dépenses générales

Le tableau ci-après montre la répartition des dépenses générales qui sont constitués pour la grande partie des frais du personnel estimés à 22 218 921 352 FBU en 2016 et 24 608 092 687 FBU en 2017. Les dépenses en frais du personnel sont suivies par les dépenses en loyers de bâtiments. Les deux composantes à elles-seules représentent à peu près 88% du total des dépenses générales.

Tableau 8: Dépenses générales dans le secteur éducatif privé

	Montant 2016	Montant 2017
Salaires et traitements en espèces	20 194 061 913	22 471 381 163
Loyer de bâtiments	2 160 064 384	2 295 972 400
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	849 064 292	897 690 806
Coût de la nourriture	730 283 952	1 126 622 620
Salaires et traitements en nature	625 957 115	578 103 609
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	549 838 032	660 917 109
Achat des livres vendus en l'état	399 911	465 612



	629		519		
Intérêts payés (exclure d'autres frais bancaires)	377	976	454	164	
	468		578		
Livres (utilisés exclusivement par la structure)	374	249	372	738	
	929		040		
Impôts et taxes	254	440	308	522	
	347		919		
Coût des uniformes	202	342	252	617	
	117		997		
Frais de mission	156	635	198	208	
	878		814		
Coût des examens (détails)	146	348	201	420	
	130		916		
Dividendes payés	143	521	129	341	
	310		510		
Dépenses de recherche	134	739	158	145	
	893		827		
Pénalités, amendes et dons	75	003	105	264	
	094		872		
Paiement de location ou de bail de machines et équipements	70	592	72	749	
	950		200		
Loyer de terrains	10	079	11	640	
	000		000		
TOTAL	27 455 110 433		30 761 114 899		

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## 2. Autres dépenses

Les autres éléments de dépenses sont généralement à l'entretien des bâtiments et équipements, aux fournitures, à l'eau et électricité utilisées par la structure, aux coûts de fonctionnement des véhicules, etc. dans l'ensemble, ces dépenses sont estimées à 5 987 888 497 FBU en 2016 et 6 886 245 502 FBU pour 2017.

Tableau 9: Autres dépenses diverses dans le secteur éducatif privé

	Montant 2016	Montant 2017
Réparations et entretien de routine de bâtiments	361 253 051	454 862 837
Papeterie	287 886 121	327 608 682
Imprimerie	279 098 373	333 625 581
Dépenses de divertissement et d'accueil	262 297 045	288 275 772
Eau	251 556 345	306 158 340
Carburant et Lubrifiants	231 096 631	284 283 585
Services de télécommunication et internet	227 504 656	272 798 529
Frais de gestion payable à la structure mère	215 124 056	262 626 860
Réparation et entretien d'équipements (pas de véhicules)	199 158 577	248 189 639
Services d'hôtel ou liés à l'hébergement des travailleurs	166 915 822	218 312 893

REGIDESO	166 418 473	176 385 084
Electricité	146 875 449	136 648 371
Service de sécurité	123 411 171	143 098 531
Entretien et réparation des véhicules	121 938 697	141 910 790
Pièces et accessoires d'équipements	117 500 146	136 371 556
Services de publicité et études de marché	108 819 535	89 514 532
Autres frais juridiques, professionnels et de consultance	95 208 053	75 913 367
Autres coûts de transport du personnel	86 737 190	100 557 070
Dépenses de formation	85 069 144	120 921 615
Carburant pour groupe électrogène	82 728 631	92 528 250
Groupe électrogène	76 926 516	86 743 662
Paiements de services financiers (banques, assurances)	69 270 681	76 489 277
Entretien de routine de terrain	63 704 187	77 487 196
Services de nettoyage	51 635 905	62 540 914
Pièces de rechanges	32 888 647	39 164 190
Consultance en Informatique	32 367 234	35 921 295
Location de véhicules	30 558 720	31 884 856
Services d'audit et de comptabilité	27 688 954	23 159 690
Assurance (pour véhicules)	21 554 814	22 527 701
Service d'organisation de foires, salons et congrès	20 932 253	20 606 220
Billets d'avion	20 855 599	38 338 826
Services de postes et courriers	13 993 929	12 649 789
Taxes (pour véhicules, documents)	5 844 288	7 476 451
Plaques solaires	0	271 500
Autres dépenses non précisés	1 903 069 603	2 140 392 055
TOTAL	5 987 888 497	6 886 245 502

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## VI. Répartition des investissements par le secteur éducatif privé au Burundi

Ce tableau montre que de manière générale les établissements éducatifs privés utilisent des biens d'investissements achetés dans les années antérieures. Il ressort des résultats que les dépenses d'investissements sont principalement liées aux bâtiments, aux ordinateurs et équipements connexes, aux terrains achetés à des fins de construction. Le tableau suivant donne les investissements pour l'année 2016. La formation brute de capital fixe pour le secteur éducatif privé s'élève à 8 555 094 085 FBU au cours de cette année.

Tableau 10: Investissements dans le secteur éducatif privé pour l'année 2016 (en Millions de FBU)

	7.1.1 Valeur comptable des actifs au début de	7.1.2 Achat d'actifs immobilisés	7.1.3 Formati on de capital pour	7.1.4 Réévaluation des actifs immobilisés	7.1.5 Ventes d'actifs immobilisés	7.1.6 Actifs immobilisés perdus	7.1.8 Frais d'amortissement
--	---	---	--	--	--	--	--------------------------------

	l'année		compte propre			ou détruits	
Terrain	20 779,5	9,4	-	1 745,7	-	1,1	-
Amélioration foncière	3 714,2	2,4	-	-	-	-	-
Bâtiments résidentiels	367,3	-	-	271,5	-	-	7,1
Autres bâtiments	85 110,9	181,8	77,4	4 806,5	-	-	4 412,7
Equipement de transport @	338,4	30,8	-	18,1	-	-	31,2
Ordinateurs et équipements connexes @	1 481,3	355,8	13,2	237,3	-	33,8	94,1
Autres installations et Machines @	320,8	56,9	-	31,7	-	-	6,3
Travaux d'équipement en cours	290,6	6,5	-	-	-	0,2	-
Produits de la propriété intellectuelle dont	1,1	-	-	1,1	-	-	-
Logiciels informatiques	11,2	6,6	-	0,2	-	-	2,5
AUTRES	1 543,6	155,3	-	241,6	-	80,3	61,8
TOTAL	113 959,9	1 225,8	90,7	7 354,1	-	115,5	4 616,0

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

Il en est de même pour l'exercice 2017. Si on analyse le tableau ci-après qui montre les investissements pour 2017, la formation brute de capital fixe pour le secteur éducatif privé s'élève à 8 377 563 799 FBU.

Tableau 11: Investissement pour le secteur éducatif privé en 2017(en Millions de Fbu)

	7.1.1 Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.1.2 Achat d'actifs immobilisés	7.1.3 Formation de capital pour compte propre	7.1.4 Réévaluation des actifs immobilisés	7.1.6 Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.1.8 Frais d'ammortissement
Terrain	21 002,6	267,2	-	1 810,3	1,1	5,4
Amélioration foncière	3 271,5	7,4	12,6	-	-	-

Bâtiments résidentiels	707, 1	-	-	90, 5	271, 5	9, 2
Autres bâtiments	87 988, 4	1 341, 4	200, 7	4 295, 9	-	437, 6
Equipement de transport @	372, 1	309, 3	-	18, 1	-	22, 7
Ordinateurs et équipements connexes @	1 501, 3	84, 4	-	162, 4	38, 8	64, 4
Autres installations et Machines @	352, 2	8, 5	-	25, 8	-	4, 3
Travaux d'équipement en cours	320, 8	49, 6	-	-	-	-
Animaux d'élevage, de reproduction, de traitement, ect.	0,5	-	-	-	-	-
Produits de la propriété intellectuelle dont	0,5	-	-	0,5	-	-
Logiciels informatiques	9, 9	2, 3	-	1, 2	-	0,1
Œuvres récréatives littéraires ou artistiques originales	-	-	-	-	-	-
AUTRES	1 678, 2	107, 0	-	209, 2	6, 2	73, 4
TOTAL	117 205, 7	2 177, 6	213, 3	6 614, 3	317, 6	617, 4

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## Volet SANTE

### I. Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé par les structures de santé privées burundais est estimé à 36 555 719 123 FBU en 2016 et à 45 446 351 637 FBU en 2017. On a relevé deux activités secondaires à savoir le commerce de détail en magasin spécialisé de produits pharmaceutiques et médicaux, de parfumerie et de produits de beauté et le commerce de

détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique qui représentent environ 6% dans le chiffre d'affaires total.

Tableau 12 : Répartition du chiffre d'affaires suivant les branches dans les structures de santé privées

	2016		2017	
	CAHT_2016	Part (%)	CAHT_2017	Part (%)
Santé humaine et action sociale	34 193 494 955	93,54	43 018 588 020	94,66
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits pharmaceutiques et médicaux, de parfumerie et de produits de beauté	2 335 217 721	6,39	2 402 875 262	5,29
Commerce de détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique	27 006 447	0,07	24 888 355	0,05
TOTAL	36 555 719 123		45 446 351 637	

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## II. Répartition des employés selon la nature du contrat, édition 2016 et 2017

L'on note une hausse de l'effectif des employés dans les hôpitaux et centres de santé privés de 2016 à 2017, passant de 6 276 à 7 185 salariés. Le constat est que pour l'année 2016 et 2017 plus de la moitié du personnel travaillant dans les centres de santé et hôpitaux privés sont des permanents, soit respectivement 75% et 69%. Les femmes sont moins représentées que les hommes pour les deux années (58% pour 2016 et 42% pour 2017).

Tableau 13: Répartition des employés selon la nature du contrat dans les structures sanitaires privées

Type de travailleurs	2016		2017	
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)
Hommes permanents	2 793	44,50	2 978	41,45
Femmes permanentes	1 859	29,62	1 921	26,74
Hommes temporaires	836	13,33	1 232	17,15
Femmes temporaires	788	12,55	1 054	14,67
<b>TOTAL</b>	<b>6 276</b>		<b>7 185</b>	

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## III. Répartition des employés selon le type de travailleurs

Le graphique ci-dessous montre que parmi les types de travailleurs, la plus grande partie est constituée par les salariés déclarés. En effet, on constate qu'en 2016, il y a 57,79% qui ont été déclarés dans les institutions de sécurité sociale, et ce pourcentage augmente légèrement en 2017 et passe de 56,33% en 2016 à 60,11% en 2017.

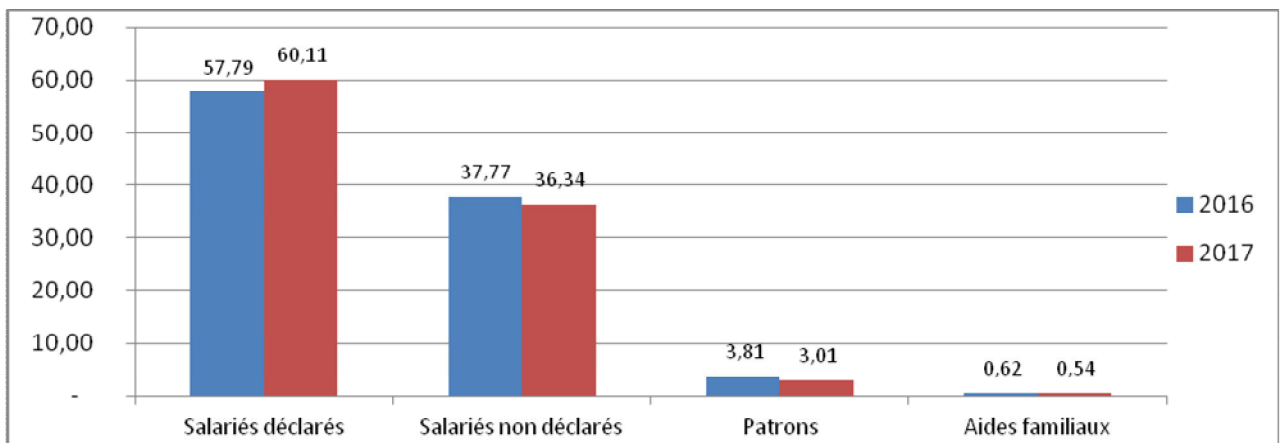


Figure 2: Répartition des employés selon le type de travailleurs dans les structures de santé privées

#### IV. Répartition des recettes générées par les secteurs de santé privés au Burundi

Le tableau ci-dessous révèle que l'ensemble des recettes s'élève à 37 492 294 830 FBU en 2016 tandis qu'en 2017 sont estimées à 48 051 430 533 FBU. Les paiements effectués par les malades ou par leurs partenaires constituent la partie la plus importante, avec une part respectivement en 2016 et 2017 de 38% et 39% dans les recettes totales. La part des subventions dans ces structures sanitaires privées représente une partie non négligeable soit 17% en 2016 et 21% en 2017. Les autres recettes à relever sont entre autres les ventes de médicaments, les recettes issues des services de laboratoires, les paiements effectués par les compagnies d'assurance, etc.

Tableau 14: Recettes dans les structures de santé privées

Libellé	2016	2017
Paiement fait par des malades ou faits par leurs partenaires	14 310 643 411	18 816 226 301
Subventions d'exploitation reçues	6 402 398 059	10 155 106 080
Vente des médicaments	5 483 483 011	5 982 467 931
Recettes issues des services de laboratoire	2 628 411 795	3 071 480 179
Subventions/Transferts en capital reçus	2 090 657 247	2 129 413 968
Paiement fait par les compagnies d'assurance	751 810 570	707 433 261
Dons provenant des ONG et organisations de charité internationales	412 173 198	784 868 807
Intérêts reçus	182 176 520	125 538 264
Dons provenant des ONG et organisations de charité locales	160 200 593	138 216 439
Dividendes ou autres profits réalisés	33 385 967	18 612 105
Location de bâtiments	31 043 033	7 700 000
Paiement fait par Mutuelle de Santé	22 664 906	30 988 922
Autres Recettes	4 983 246 520	6 083 378 278
TOTAL	37 492 294 830	48 051 430 533

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

#### V. Répartition des dépenses générées par les hôpitaux et centres de santé privés au Burundi

##### 1. Dépenses générales

Le tableau ci-dessous montre la répartition des dépenses générales. En majorité, ces dépenses sont d'abord des frais liés au personnel des hôpitaux et centres de santé et sont estimés à 16 282 178 588 FBU en 2016 et 18 224 369 092 FBU en 2017. Le paiement des fournitures pharmaceutiques et médicales utilisés exclusivement par la structure ainsi que les achats des médicaments vendus en l'état constituent aussi une part importante des dépenses générales des structures sanitaires. Ces trois rubriques constituent 85% des dépenses générales.

Tableau 15: Dépenses générales pour les structures sanitaires privées

Libellé	2016	2017
Salaires et traitements en espèces	14 939 778 705	16 682 344 881
Paiements de fournitures pharmaceutiques et médicales (utilisées exclusivement par la structure)	5 691 101 118	4 172 624 901
Achat des médicaments vendus en l'état	4 018 382 169	4 808 477 025
Loyer de bâtiments	908 882 121	922 296 672
Salaires et traitements en nature	753 662 317	792 126 158
Paiement de services de laboratoire	629 780 283	698 287 413
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	296 372 621	410 176 912
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	292 364 945	339 721 142
Paiements de produits de nettoyage	291 447 031	310 890 052
Impôts et taxes	289 108 511	336 402 554
Dividendes payés	213 444 689	182 319 821
Autres impôts courants	183 103 763	281 305 030
Impôts sur le revenu	138 671 191	277 733 596
Intérêts payés (exclure d'autres frais bancaires)	61 839 265	66 793 355
Frais de mission	38 867 148	53 043 977
Impôts sur la production	33 692 759	65 441 717
Loyer de terrains	20 466 000	22 740 000
Paiement de location ou de bail de machines et équipements	18 950 000	20 292 500
Pénalités, amendes et dons	3 811 726	6 450 898
TVA	1 700 729	2 092 726
Dépenses de recherche	338 868	92 413 490
TOTAL	28 825 765 958	30 543 974 822



Source : données de l'enquête de structure édition 2016

## 2. Autres dépenses

Les autres éléments de dépenses sont généralement liés au carburant utilisé dans les centres de santé et hôpitaux privés pour différents usages, à l'entretien des bâtiments et équipements, aux fournitures, à l'eau et électricité utilisées par la structure, aux coûts de fonctionnement des véhicules, etc. dans l'ensemble, ces dépenses sont estimées à 3 528 120 169 FBU en 2016 et 4 665 481 010 FBU pour 2017.

Tableau 16: Autres dépenses diverses pour les structures de santé privées

Libellé	2016	2017
Carburant et Lubrifiants	464 402 200	548 523 148
Réparations et entretien de routine de bâtiments	295 631 815	391 986 924
REGIDESO	276 265 125	385 747 494
Services de télécommunication et internet	231 039 132	180 460 546
Electricité	209 444 778	308 952 528
Services de nettoyage	191 405 761	191 375 963
Papeterie	190 665 398	206 858 722
Imprimerie	136 009 625	163 872 129
Eau	127 954 489	125 765 318
Entretien et réparation des véhicules	113 213 235	113 667 205
Pièces et accessoires d'équipements	92 655 551	147 671 177
Autres coûts de transport du personnel	88 332 716	96 226 149
Carburant pour groupe électrogène	81 777 945	258 833 692
Réparation et entretien d'équipements (pas de véhicules)	70 327 142	106 409 275
Service de sécurité	66 639 241	35 894 579
Paiements de services financiers (banques, assurances)	56 646 906	177 577 651
Assurance (pour véhicules)	51 013 503	66 981 517
Services d'audit et de comptabilité	30 352 157	122 287 714
Autres frais juridiques, professionnels et de consultance	25 106 459	27 024 793
Entretien de routine de terrain	24 637 642	15 506 021
Location de véhicules	21 346 378	27 967 936
Groupe électrogène	20 961 506	52 292 092
Consultance en Informatique	20 075 181	15 058 484
Dépenses de divertissement et d'accueil	19 413 834	43 198 126
Pièces de rechanges	16 964 518	25 703 748
Frais de gestion payable à la structure mère	10 950 442	4 506 450
Services de publicité et études de marché	8 619 892	33 778 134
Plaques solaires	7 461 308	15 616 178
Services de postes et courriers	7 166 173	7 220 403
Dépenses de formation	6 697 187	16 767 544
Services d'hôtel ou liés à l'hébergement des travailleurs	5 127 021	19 511 284
Billets d'avion	1 157 932	24 005 727

Service d'organisation de foires, salons et congrès	855 556	855 556
Taxes (pour véhicules, documents)	41 747	145 700
AUTRES	557 760 677	707 231 101
TOTAL	3 528 120 169	4 665 481 010

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

#### VI. Répartition de la variation des stocks pour les structures sanitaires privées au Burundi

Les différents produits qui entrent dans la variation des stocks des structures sanitaires privées sont surtout des fournitures pharmaceutiques et médicales, les produits de nettoyage, les combustibles ainsi que d'autres produits divers qui entrent dans le fonctionnement des hôpitaux et centres de santé. De manière globale, la variation de stock en 2016 est positive et est de 3 131 420 061 et pour l'année 2017, elle est négative (-2 171 158 923).

Tableau 17: Variation des Stocks pour les structures sanitaires privées

STOCKS ET TRAVAUX EN COURS DE 2016				STOCKS ET TRAVAUX EN COURS DE 2017		
	Montant en FBU au 31 Décembre 2015 (a)	Montant en FBU au 31 Décembre 2016 (b)	Variation de stock (b)-(a)	Montant en FBU au 31 Décembre 2015 (a)	Montant en FBU au 31 Décembre 2016 (b)	Variation de stock (b)-(a)
Fournitures pharmaceutiques et médicales	2031165025	2364543136	333378111	2678481879	2672921588	-5560291
Produits de nettoyage	25332699,2	32303791,5	6971092,28	31244153	30095462	-1148691
Autres fournitures	35554602,9	40625337,9	5070734,98	40682843	34912412	-5770432
Combustibles	11915317,4	12380769	465451,584	12316269	14709854	2393585
Valeur des travaux de construction en cours (pas encore facturé)	0	2785047419	2785047419	2681847419	525094371	-2156753048
Autres produits	24726906,7	25214158,6	487251,956	25214158,6	20894112,6	-4320046,03
Total	2128694551	5260114612	3131420061	5469786722	3298627800	-2171158923

#### VII. Répartition des investissements pour les structures sanitaires privées au Burundi

Ce tableau montre que de manière générale les structures sanitaires privées utilisent des biens d'investissements achetés dans les années antérieures. Il ressort des résultats que les dépenses d'investissements sont principalement liées aux bâtiments, aux ordinateurs et équipements connexes, aux terrains achetés à des fins de construction. Le tableau suivant donne les investissements pour l'année 2016. La formation brute de capital fixe pour le secteur sanitaire privé s'élève à 12 741 414 729 FBU au cours de cette année.

Tableau 18: Répartition des investissements pour les structures de santé privées en 2016

Libellés	7.1.1 Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.1.2 Achat d'actifs immobilisés	7.1.3 Formati on de capital pour compte propre	7.1.4 Réévaluat ion des actifs immobilisés	7.1.5 Ventes d'actifs immobili sés	7.1.6 Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.1.8 Frais d'amortissement	FBCF 2016
Terrain	694 738 763	53 559 772	-	57 504 950	-	-	27 194 008	111 064 722
Améliorati on foncière	-	387 000	-	-	-	-	-	387 000
Bâtiments résidentiel s	1 925 010 633	-	-	151 233 795	-	2 257 500	90 483 585	148 976 295
Autres bâtiments	12 292 533 022	9 835 448 603	260 580	151 600 000	-	-	228 630 433	9 987 309 183
Equipeme nt de transport @	266 127 229	691 062 396	-	11 970 000	12 068 182	-	15 153 371	690 964 214
Ordinateur s et équipeme nts connexes @	611 303 320	333 359 181	-	798 000	-	387 000	50 586 775	333 770 181
Autres installati on s et	2 348 558 217	1 298 581 429	-	-	387 000	2 724 480	217 844 721	1 295 469 949

Machines @								
Travaux d'équipement en cours	139 109 504	7 240 770	-	-	-	-	-	7 240 770
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, ect.	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits de la propriété intellectuelle dont	-	-	-	-	-	-	-	-
Logiciels informatiques	9 475 000	-	-	-	-	-	1 895 000	-
Œuvres récréatives littéraires ou artistiques originales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	980 784 056	161 807 820	-	6 497 000	1 655 505	416 900	63 872 076	166 232 415
Total	19 267 639 744	12 381 446 971	260 580	379 603 745	14 110 687	5 785 880	695 659 969	12 741 414 729

Source : données de l'enquête de structure édition 2016

En ce qui concerne l'exercice 2017, l'analyse du tableau ci-après montre que la formation brute de capital fixe pour les hôpitaux et centres de santé privés s'élève à 5 683 539 390 FBU.

Tableau 19: Répartition des investissements des structures de santé en 2017

Libellés	7.1.1 Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.1.2 Achat d'actifs immobilisés	7.1.3 Formation de capital pour compte propre	7.1.4 Réévaluat ion des actifs immobilis és	7.1.5 Ventes d'actifs immobilisés	7.1.6 Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.1.8 Frais d'amortissemen ts	FBCF 2017
Terrain	740 938 939	52 473 267	-	28 804 000	-	-	29 923 566	81 277 267
Amélioratio n foncière	-	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiments résidentiels	1 889 148 558	-	-	-	-	-	131 401 186	-
Autres bâtiments	24 599 309 533	4 289 585 484	-	308 221 750	-	-	409 432 684	4 597 807 234
Equipemen t de transport @	939 390 979	39 886 364	12 579 208	10 640 000	-	-	7 276 499	63 105 572
Ordinateur s et équipemen	834 431 383	61 500 679	-	170 550	500	568	1 263 948 60 015 852	59 838 781

ts connexes @								
Autres installations et Machines @	3 478 987 741	798 193 272	-	-	-	7 620 000	216 673 854	790 573 272
Travaux d'équipement en cours	150 220 274	4 974 075	-	-	-	-	-	4 974 075
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, ect.	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits de la propriété intellectuelle dont	-	-	-	-	-	-	-	-
Logiciels informatiques	-	1 509 569	-	-	-	-	68 182	1 509 569
Œuvres récréatives littéraires ou artistiques originales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 092	88			200	3 858	172 795	84 453 620

	313 941	140 507	-	372 557	491	953	803	
Total	33 724 741 349	5 336 263 218	12 579 208	348 208 857	768 991	12 742 901	1 027 587 626	5 683 539 391

Source : données de l'enquête de structure édition 2016



## V. CONCLUSION

L'enquête s'est effectuée en deux phases consécutives :

- La phase d'identification des écoles, hôpitaux et centres de santé privés à enquêter ;
- La phase de collecte.

L'identification des écoles, hôpitaux et centres de santé privés à enquêter a été faite à l'aide de la base de 2016 à partir de la liste des écoles et hôpitaux et centres de santé fournis respectivement par le ministère en charge de l'éducation et celui en charge de la santé.

La phase de collecte s'est déroulée après identification et repérage des écoles et hôpitaux et centres de santé à enquêter par les agents enquêteurs qui établissaient un programme des visites auprès des unités à enquêter. Le déroulement de l'enquête s'est déroulé en équipe. Ces équipes étaient sous contrôle des superviseurs. La collecte des données a duré 20 jours de travail.

ANNEXES

## 1. Formation brute de capital fixe pour les structures éducatives

Libellés	FBCF 2016	FBCF 2017
Terrain	1 753 970 500	2 076 517 000
Amélioration foncière	2 447 200	20 122 000
Bâtiments résidentiels	271590500	-181000000
Autres bâtiments	5 065 945 313	5 838 168 954
Équipement de transport @	48 900 000	327 417 400
Ordinateurs et équipements connexes @	572527952	208 111 211
Autres installations et Machines @	88 684 894	34 443 408
Travaux d'équipement en cours	6 328 230	49 649 000
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, etc.	0	0
Produits de la propriété intellectuelle dont	1 086 000	543000
Logiciels informatiques	6 914 662	3 591 827
Œuvres récréatives littéraires ou artistiques originales	0	0
AUTRES	316 698 834	310 106 718
TOTAL	8 555 094 085	8 687 670 518

## 2. Equipe de Coordination

NDAYISHIMIYE Nicolas  
SIBOMANA Jean Claude

## Equipe de rédaction

DUNIA Prudence  
NDAGIJIMANA Pascal  
AKITEKA Christa Chadia  
NSHIMIRIMANA Florence  
NIYONSABA Floride  
GACOREKE Dévote  
NIYINYITUNGIYE Pacifique  
NIYONZIMA Violette

3. Questionnaires sur la collecte des données auprès des structures de santé et d'éducation du secteur privé, édition 2018

INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES  
ECONOMIQUES DU BURUNDI



DIRECTION GENERALE

COLLECTE DES DONNEES AUPRES DES STRUCTURES DE SANTE ET D'EDUCATION  
DU SECTEUR PRIVE, édition 2018

*SERVICES D'EDUCATION*

QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE

Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi (articles 12 et 19)

Les données individuelles issues des enquêtes et recensements statistiques sont protégés au même titre que les libertés individuelles des citoyens. En tout état de cause, elles ne peuvent être utilisées à des fins de poursuite ou de répression fiscale ou pénales sauf pour des cas expressément prévus par la loi. En aucun cas les données individuelles recueillies ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de diffuser ou de publier des résultats statistiques agrégés.

Les personnes physiques et morales soumises aux enquêtes et recensement statistiques sont tenues, sans préjudice des dispositions relatives aux libertés individuelles, de répondre avec exactitude et dans les délais leur impartis aux questionnaires relatifs à ces opérations.

Pour tous renseignements veuillez contacter Monsieur le Directeur Général de l'ISTEEBU, B.P.1156, Tél 22 22 26 35/ 22 22 21 49/ 22 21 67 34, e-mail : [isteebubdi@gmail.com](mailto:isteebubdi@gmail.com)

Octobre, 2018

INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL DE L'ENQUETE

A. Informations sur l'enquêteur

Enquêteur	/ _ // _ /
Nom&Prénom	
Date de l'interview	/ _ // _ / / _ // _ / / _ 2 // _ 0 // _ 1 // _ 8 /
Signature	

B. Informations sur le contrôleur

Contrôleur	/ _ // _ /
Nom&Prénom	
Date de contrôle	/ _ // _ / / _ // _ / / _ // _ // _ // _ /
Signature	

C. Informations sur l'agent de saisie

Agent de saisie	/ _ // _ /
Nom&Prénom	
Date de saisie	/ _ // _ / / _ // _ / / _ // _ // _ // _ /

Signature	
-----------	--

## MODULE I : INFORMATIONS GENERALES

*NB : Ce module doit être renseigné à la première interview*

## 1.1. Identification de la structure

1.1.1 Nom complet:.....

1.1.2 Sigle ou Abréviation :.....

1.1.3 Registre de commerce /\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

1.1.4 Numéro d'Identification Fiscale (NIF)

/\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

## 1.2. Adresse de la structure

	Libellé	Code
1.2.1	Province	/__//__//
1.2.2	Commune	/__//__//__//
1.2.3	Zone	
1.2.4	Quartier/colline	
1.2.5	Rue	
1.2.6	Site web	
1.2.7	Téléphone	
1.2.8	Fax	
1.2.9	E-mail	

## 1.3. Identifiant du répondant

Nom&Prénom	
Poste	
N° Tél	
E-mail	

1.4. Indiquer l'année d'ouverture de vos activités /\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

1.5. Etat d'activité de la structure : 2015 /\_\_// 2016 /\_\_// 2017 /\_\_//

Code : 1=Opérationnelle 2=Fermée temporellement 3=Fermée définitivement 4=n'était pas encore créée

## MODULE II : ACTIVITES ECONOMIQUES ET STATUT DE LA STRUCTURE

## 2.1. Activités économiques en détails et leurs poids dans le Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT) en BIF

Activité	Libellé	code NABU	2016	2017
2.1.1. Activité principale		/__//__//__//__ /		
2.1.2.1. Activité secondaire 1		/__//__//__//__ /		
2.1.2.2. Activité secondaire 2		/__//__//__//__ /		
2.1.2.3. Activité secondaire 3		/__//__//__//__ /		
2.1.2.4. Activité secondaire 4		/__//__//__//__ /		
Total				

2.2. Type de structure /\_\_/

Code : 1= Privé, 2= Semi-public

2.3. Statut légal (juridique) de la structure /\_\_/

Code : 1= Entreprise individuelle, 2= Société à Responsabilité limitée (SRL), 3= Société Anonyme (S.A), 4= Société mixte, 5= Autres types de société (à préciser).....

2.4. Quel est votre capital social à la fin de l'exercice 2016 ? /\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/\_\_\_/\_/

## MODULE III : EMPLOIS

## 3.1. Effectifs de salariés et rémunérations versées aux employés de la structure en 2016

Type de travailleurs	Nombre de travailleurs en 2016				Rémunération versée aux employés de la structure en 2016 en FBU				
	Hommes		Femmes		Traitement et salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	Autres avantages en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	Prime d'assurances sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	Primes sociales/assurance santé payées par l'employeur	Total rémunération payée en 2016 (=e+f+g+h)
	Permanent	Temporaire	Permanent	Temporaire					
Nationaux	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total1 : Travailleurs Nationaux</i>									

Type de	Nombre de travailleurs en 2016		Rémunération versée aux employés de la structure en 2016 en FBU				
	Hommes	Femmes	Traitement et	Autres avantages	Prime d'assurances	Primes	Total



travailleurs	Permanent	Temporaire <sup>e</sup>	Permanent	Temporaire <sup>e</sup>	salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	sociales/assurance santé payées par l'employeur	rémunération payée en 2016 (=e+f+g+h)
Etrangers	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total2 : Travailleurs Etrangers</i>									
Total Général									

### 3.2. Effectifs de salariés et rémunérations versées aux employés de la structure en 2017

Type de	Nombre de travailleurs en 2017		Rémunération versée aux employés de la structure en 2017 en FBU				
	Hommes	Femmes	Traitement et	Autres avantage	Prime d'assurances	Primes	Total

travailleurs	Permanent	Temporaire <sub>e</sub>	Permanent	Temporaire <sub>e</sub>	salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	s en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	sociales/assurance santé payées par l'employeur	rémunération payée en 2017 (=e+f+g+h)
Nationaux	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total1 : Travailleurs Nationaux</i>									

Type de travailleurs	Nombre de travailleurs en 2017				Rémunération versée aux employés de la structure en 2017 en FBU				
	Hommes		Femmes		Traitement et salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	Autres avantages en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	Prime d'assurances sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	Primes sociales/assurance santé payées par l'employeur	Total rémunération payée en 2017 (=e+f+g+h)
	Permanent <sub>t</sub>	Temporaire <sub>e</sub>	Permanent <sub>t</sub>	Temporaire <sub>e</sub>					
Etrangers	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)

Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total2 : Travailleurs Etrangers</i>									
Total Général									

## Module IV : RECETTES DE LA STRUCTURE (en FBU)

Libellés	2016	2017
4.1. Frais de scolarité/Minerval		
4.2. Frais d'inscription		
4.3. Revenu d'internat		
4.4. Restauration		
4.5. Vente des livres		
4.6. Vente des uniformes		
4.7. Location de terrain		
4.8. Location de bâtiments		
4.9. Location de matériels		
4.10. Transferts reçus (aides et dons) :		
4.10.1 De l'intérieur du pays		
4.10.2 De l'extérieur du pays		
4.11. Subventions d'exploitation reçues		
4.12. Intérêts reçus		
4.13. Dividendes ou autres profits réalisés		
4.14. Subventions/Transferts en capital reçus		
4.15. Autres recettes		
4.15.1.		
4.15.2.		
4.15.3.		
TOTAL		

## Module V : DEPENSES DE LA STRUCTURE

## 5.1 : Dépenses générales (en FBU)

Libellés	2016	2017
5.1.1.1 Livres (utilisés exclusivement par la structure)		
5.1.1.2 Achat des livres vendus en l'état		
5.1.2. Coût des uniformes		
5.1.3. Coût de la nourriture		
5.1.4. Coût des examens (détails)		
5.1.5 Frais du personnel (salaires, sécurité sociale et autres avantages)		
<i>5.1.5.1 Salaires et traitements en espèces</i>		
<i>5.1.5.2 Salaires et traitements en nature</i>		
<i>5.1.5.3 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs</i>		
<i>5.1.5.4 Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs</i>		
5.1.6. Impôts et taxes		
<i>5.1.6.1. TVA</i>		
<i>5.1.6.2. Impôts sur production</i>		
<i>5.1.6.3. Impôts sur le revenu</i>		
<i>5.1.6.4. Autres impôts courants</i>		
5.1.7. Loyer de terrains		
5.1.8. Loyer de bâtiments		
5.1.9. Paiements de location ou de bail de machines et équipements		
5.1.10. Dépenses de recherche		
5.1.11. Intérêts payés (exclure d'autres frais bancaires)		
5.1.12. Dividendes payés		
5.1.13. Pénalités, amendes et dons		
S/TOTAL		

## 5.2 : Fournitures (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.2.1. Imprimerie		
5.2.2. Papeterie		
5.2.3. Autres fournitures		
S/TOTAL		

## 5.3 : Entretien des bâtiments et équipements (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.3.1. Entretien de routine de terrain		
5.3.2. Réparations et entretien de routine de bâtiments		
5.3.3. Réparation et entretien d'équipements (pas de véhicules)		
5.3.4. Pièces et accessoires d'équipements		
S/TOTAL		

## 5.4 : Coûts de fonctionnement des véhicules de la structure (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.4.1. Carburant et lubrifiants		
5.4.2. Pièces de rechanges		
5.4.3. Entretien et réparation des véhicules		
5.4.4. Assurance (pour véhicules)		
5.4.5. Taxes (pour véhicules, documents)		
S/TOTAL		

## 5.5 : Transport et voyages (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.5.1. Location de véhicules		
5.5.2. Billets d'avion		
5.5.3. Autres coûts de transport du personnel		
5.5.4. Services d'hôtel ou liés à l'hébergement des travailleurs		
S/TOTAL		

## 5.6 : Electricité et eau (en FBU)

Libellés	2016	2017
5.6.1 Electricité		
5.6.1.1 REGIDESO		
5.6.1.2. Plaques Solaires		
5.6.1.3. Groupe électrogène		
5.6.2. Eau		
5.6.3. Carburant pour groupe électrogène		
S/TOTAL		

## 5.7 : Services professionnels et de consultance (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.7.1. Frais de gestion payable à la structure mère		
5.7.2. Services d'audit et de comptabilité		
5.7.3. Consultance en informatique		
5.7.4. Services d'organisation de foires, salons et congrès		
5.7.5. Autres frais juridiques, professionnels et de consultance		
S/TOTAL		

## 5.8 : Autres services consommés (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.8.1. Services de télécommunication et internet		
5.8.2. Services de postes et courriers		
5.8.3. Services de publicité et étude de marché		
5.8.4. Dépenses de divertissement et d'accueil		
5.8.5. Paiements de services financiers (banques, assurances)		
5.8.6. Service de sécurité		
5.8.7. Dépenses de formations		
5.8.8. Services de nettoyage		
5.8.9. Autres achats de biens et services, à préciser		
5.8.9.1.		
5.8.9.2.		
5.8.9.3.		
S/TOTAL		

## Module VI : STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

6.1 : Détail sur les montants des stocks à l'ouverture et à la clôture de l'exercice 2016, en FBU

Libellés	Montant en FBU au 31 décembre 2015 (a)	Montant en FBU au 31 décembre 2016 (b)	Variation de stock (b)-(a)
6.1.1. Marchandises achetées pour être revendues en l'état			
6.1.2. Fournitures (à préciser svp)			
6.1.3. Combustibles			
6.1.4. Produits chimiques			
6.1.5. Valeur de travaux de construction en cours (Pas encore facturés)			
6.1.6. Autres produits (à préciser svp)			



## 6.2 : Détail sur les montants des stocks à l'ouverture et à la clôture de l'exercice 2017, en FBU

Libellés	Montant en FBU au 31 décembre 2016 (a)	Montant en FBU au 31 décembre 2017 (b)	Variation de stock (b)-(a)
6.2.1. Marchandises achetées pour être revendues en l'état			
6.2.2. Fournitures (à préciser svp)			
6.2.3. Combustibles			
6.2.4. Produits chimiques			
6.2.5. Valeur de travaux de construction en cours (Pas encore facturés)			
6.2.6. Autres produits (à préciser svp)			

## Module VII.1 : INVESTISSEMENTS (ACTIFS IMMOBILISES) en 2016 (en FBU)

Libellés	7.1.1. Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.1.2. Achat d'actifs immobilisé	7.1.3. Formation de capital pour compte propre	7.1.4. Réévaluation des actifs immobilisés	7.1.5. Ventes d'actifs immobilisés	7.1.6. Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.1.7. Ajouts bruts aux actifs immobilisés	7.1.8. Frais d'amortissement
Terrain								
Amélioration foncière								
Bâtiments résidentiels								
Autres bâtiments								
Equipement de transport @								
Ordinateurs et équipements connexes @								
Autres installations et Machines @								
Travaux d'équipement en cours								
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, etc.								
Produits de la propriété intellectuelle dont :								
Logiciels informatiques								
Œuvres récréatives, littéraires ou artistique originales								

Autres actifs immobilisés incorporels (Spécifier):								
Autre1..... .....								
Autre2..... .....								
Autre3..... .....								
Total								

NB : @ signifie qu'il faut inclure également les machines et équipements liés à un crédit-bail, lorsque les loyers versés pendant la durée de vie du contrat équivaldront à sa valeur

## Module VII.2 : INVESTISSEMENTS (ACTIFS IMMOBILISES) en 2017 (en FBU)

Libellés	7.2.1. Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.2.2. Achat d'actifs immobilisé	7.2.3. Formation de capital pour compte propre	7.2.4. Réévaluation des actifs immobilisés	7.2.5. Ventes d'actifs immobilisés	7.2.6. Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.2.7. Ajouts bruts aux actifs immobilisés	7.2.8. Frais d'amortissement
Terrain								
Amélioration foncière								
Bâtiments résidentiels								
Autres bâtiments								
Equipement de transport @								
Ordinateurs et équipements connexes @								
Autres installations et Machines @								
Travaux d'équipement en cours								
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, etc.								
Produits de la propriété intellectuelle dont :								
Logiciels informatiques								
Œuvres récréatives, littéraires ou artistique originales								
Autres actifs immobilisés incorporels ( <i>Spécifier</i> ):								
Autre1..... .....								
Autre2..... .....								
Autre3..... .....								
Total								



INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES  
ECONOMIQUES DU BURUNDI



DIRECTION GENERALE

---

COLLECTE DES DONNEES AUPRES DES STRUCTURES DE SANTE ET D'EDUCATION  
DU SECTEUR PRIVE, édition 2018

*SERVICES DE SANTE*

QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE

Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi (articles 12 et 19)

Les données individuelles issues des enquêtes et recensements statistiques sont protégés au même titre que les libertés individuelles des citoyens. En tout état de cause, elles ne peuvent être utilisées à des fins de poursuite ou de répression fiscale ou pénales sauf pour des cas expressément prévus par la loi. En aucun cas les données individuelles recueillies ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de diffuser ou de publier des résultats statistiques agrégés.

Les personnes physiques et morales soumises aux enquêtes et recensement statistiques sont tenues, sans préjudice des dispositions relatives aux libertés individuelles, de répondre avec exactitude et dans les délais leur impartis aux questionnaires relatifs à ces opérations.

Pour tous renseignements veuillez contacter Monsieur le Directeur Général de l'ISTEEBU, B.P.1156, Tél 22 22 26 35/ 22 22 21 49/ 22 21 67 34, e-mail : [isteebubdi@gmail.com](mailto:isteebubdi@gmail.com)

Octobre, 2018



## MODULE I : INFORMATIONS GENERALES

*NB : ce module doit être renseigné à la première interview*

## 1.2. Identification de la structure

1.1.1 Nom complet:.....

1.1.2 Sigle ou Abréviation :.....

1.1.3 Registre de commerce /\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

1.1.4 Numéro d'Identification Fiscale (NIF)

/\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

## 1.2. Adresse de la structure

	Libellé	Code
1.2.1	Province	/__//__//
1.2.2	Commune	/__//__//__//
1.2.3	Zone	
1.2.4	Quartier/colline	
1.2.5	Rue	
1.2.6	Site web	
1.2.7	Téléphone	
1.2.8	Fax	
1.2.9	E-mail	

## 1.3. Identifiant du répondant

Nom&Prénom	
Poste	
N° Tél	
E-mail	

1.4. Indiquer l'année d'ouverture de vos activités /\_\_//\_\_//\_\_//\_\_//

1.5. Etat d'activité de la structure : 2016 /\_\_// 2017 /\_\_//

Code : 1=Opérationnelle 2=Ferme temporairement 3=Ferme définitivement 4=n'était pas encore créée



## MODULE II : ACTIVITES ECONOMIQUES

## MODULE II : ACTIVITES ECONOMIQUES ET STATUT DE LA STRUCTURE

## 2.1. Activités économiques en détails et leurs poids dans le Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT) en BIF

Activité	Libellé	code NABU	2016	2017
2.1.1. Activité principale		/__//__//__//__ /		
2.1.2.1. Activité secondaire 1		/__//__//__//__ /		
2.1.2.2. Activité secondaire 2		/__//__//__//__ /		
2.1.2.3. Activité secondaire 3		/__//__//__//__ /		
2.1.2.4. Activité secondaire 4		/__//__//__//__ /		
Total				

2.2. Type de structure /\_\_/

Code : 1= Privé, 2= Semi-public

2.3. Statut légal (juridique) de la structure /\_\_/

Code : 1= Entreprise individuelle, 2= Société à Responsabilité limitée (SRL), 3= Société Anonyme (S.A), 4= Société mixte, 5= Autres types de société (à préciser).....

2.4. Quel est votre capital social à la fin de l'exercice 2016 ? /\_\_/\_/\_\_/\_\_/\_/\_\_/\_\_/\_/\_\_/\_\_/\_/\_\_/\_\_/\_/

## MODULE III : EMPLOIS

## 3.1. Effectifs de salariés et rémunérations versées aux employés de la structure en 2016

Type de travailleurs	Nombre de travailleurs en 2016				Rémunération versée aux employés de la structure en 2016 en FBU				
	Hommes		Femmes		Traitement et salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	Autres avantages en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	Prime d'assurances sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	Primes sociales/ assurance santé payées par l'employeur	Total rémunération payée en 2016 (=e+f+g+h)
	Permanent	Temporaire	Permanent	Temporaire					
Nationaux	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total1 : Travailleurs Nationaux</i>									

Type de	Nombre de travailleurs en 2016		Rémunération versée aux employés de la structure en 2016 en FBU				
	Hommes	Femmes	Traitement et	Autres avantages	Prime d'assurances	Primes	Total

travailleurs	Permanent	Temporaire <sup>e</sup>	Permanent	Temporaire <sup>e</sup>	salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	sociales/assurance santé payées par l'employeur	rémunération payée en 2016 (=e+f+g+h)
Etrangers	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total2 : Travailleurs Etrangers</i>									
Total Général									

### 3.2. Effectifs de salariés et rémunérations versées aux employés de la structure en 2017

Type de	Nombre de travailleurs en 2017		Rémunération versée aux employés de la structure en 2017 en FBU				
	Hommes	Femmes	Traitement et	Autres avantage	Prime d'assurances	Primes	Total

travailleurs	Permanent	Temporaire <sub>e</sub>	Permanent	Temporaire <sub>e</sub>	salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	s en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	sociales/assurance santé payées par l'employeur	rémunération payée en 2017 (=e+f+g+h)
Nationaux	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total1 : Travailleurs Nationaux</i>									

Type de travailleurs	Nombre de travailleurs en 2017				Rémunération versée aux employés de la structure en 2017 en FBU				
	Hommes		Femmes		Traitement et salaire en espèces reçus (y compris bonus et indemnité)	Autres avantages en espèces ou en nature (par ex : indemnités de repas et d'hébergement)	Prime d'assurances sociales (y compris santé) retenu sur le salaire	Primes sociales/assurance santé payées par l'employeur	Total rémunération payée en 2017 (=e+f+g+h)
	Permanent <sub>t</sub>	Temporaire <sub>e</sub>	Permanent <sub>t</sub>	Temporaire <sub>e</sub>					
Etrangers	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)

Salariés déclarés									
Salariés non déclarés									
Patrons									
Aide familial									
<i>Total2 : Travailleurs Etrangers</i>									
Total Général									

## Module IV : RECETTES DE LA STRUCTURE (en FBU)

Libellés	2016	2017
4.1. Paiement fait par des malades ou faits par leurs partenaires		
4.2. Paiement fait par Mutuelle de Santé		
4.3. Paiement fait par les compagnies d'assurance		
4.4. Paiement provenant des services de laboratoire		
4.5. Dons provenant des ONGs et organisations de charité internationales		
4.6. Dons provenant des ONGs et organisations de charité locales		
4.7. Vente des médicaments		
4.8. Location de terrain		
4.9. Location de bâtiments		
4.10. Location de matériels		
4.11. Subventions d'exploitation reçues		
4.12. Intérêts reçus		
4.13. Dividendes ou autres profits réalisés		
4.14. Subventions/Transferts en capital reçus		
4.15. Autres recettes		
4.15.1.		
4.15.2.		
4.15.3.		
TOTAL		

## Module V : DEPENSES DE LA STRUCTURE

## 5.1 : Dépenses générales (en FBU)

Libellés	2016	2017
5.1.1. Paiements de fournitures pharmaceutiques et médicales (utilisées exclusivement par la structure)		
5.1.2. Paiements de produits de nettoyage		
5.1.3. Paiement de services de laboratoire		
5.1.4 Frais du personnel (salaires, sécurité sociale et autres avantages)		
5.1.4.1 Salaires et traitements en espèces		
5.1.4.2 Salaires et traitements en nature		
5.1.4.3 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs		
5.1.4.4 Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs		
5.1.5. Impôts et taxes		
5.1.5.1. TVA		
5.1.5.2. Impôts sur production		
5.1.5.3. Impôts sur le revenu		
5.1.5.4. Autres impôts courants		
5.1.6 Achat des médicaments vendus en l'état		
5.1.7. Loyer de terrains		
5.1.8. Loyer de bâtiments		
5.1.9. Paiements de location ou de bail de machines et équipements		
5.1.10. Dépenses de recherche		
5.1.11. Intérêts payés (exclure d'autres frais bancaires)		
5.1.12. Dividendes payés		
5.1.13. Pénalités, amendes et dons		
TOTAL		

## 5.2 : Fournitures (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.2.1. Imprimerie		
5.2.2. Papeterie		
5.2.3. Autres fournitures		
S/TOTAL		

## 5.3 : Entretien des bâtiments et équipements (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
-----------------------	------	------

5.3.1. Entretien de routine de terrain		
5.3.2. Réparations et entretien de routine de bâtiments		
5.3.3. Réparation et entretien d'équipements (pas de véhicules)		
5.3.4. Pièces et accessoires d'équipements		
S/TOTAL		

## 5.4 : Coûts de fonctionnement des véhicules (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.4.1. Carburant et lubrifiants		
5.4.2. Pièces de rechanges		
5.4.3. Entretien et réparation des véhicules		
5.4.4. Assurance (pour véhicules)		
5.4.5. Taxes (pour véhicules)		
S/TOTAL		

## 5.5 : Transport et voyages (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.5.1. Location de véhicules		
5.5.2. Billets d'avion		
5.5.3. Autres coûts de transport du personnel		
5.5.4. Services d'hôtel ou liés à l'hébergement des travailleurs		
5.5.5. Indemnités de déplacements liés au travail		
S/TOTAL		



## 5.6 : Electricité et eau (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.6.1 Electricité		
5.6.1.1 REGIDESO		
5.6.1.2 Plaques solaires		
5.6.1.3 Groupe électrogène		
5.6.2 Eau		
5.6.3 Carburant pour groupe électrogène		
S/TOTAL		

## 5.7 : Services professionnels et de consultance (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.7.1. Frais de gestion payable à la structure mère		
5.7.2. Services d'audit et de comptabilité		
5.7.3. Consultance en informatique		
5.7.4. Services d'organisation de foires, salons et congrès		
5.7.5. Autres frais juridiques, professionnels et de consultance		
S/TOTAL		

## 5.8 : Autres services consommés (en FBU)

Rubrique des dépenses	2016	2017
5.8.1. Services de télécommunication et internet		
5.8.2. Services de postes et courriers		
5.8.3. Services de publicité et étude de marché		
5.8.4. Dépenses de divertissement et d'accueil		
5.8.5. Paiements de services financiers (banques, assurances)		
5.8.6. Service de sécurité		
5.8.7. Dépenses de formations		
5.8.8. Services de nettoyage		
5.8.9. Autres achats de biens et services, à préciser		
5.8.9.1.		
5.8.9.2.		
5.8.9.3.		
TOTAL		

## Module VI : STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

6.1 : Détail sur les montants des stocks à l'ouverture et à la clôture de l'exercice 2016, en FBU

Libellés	Montant en FBU au 31 décembre 2015 (a)	Montant en FBU au 31 décembre 2016 (b)	Variation de stock (b)-(a)
6.1.1. Fournitures pharmaceutiques et médicales			
6.1.2. Produits de nettoyage			
6.1.3. Fournitures pharmaceutiques (pour la pharmacie)			
6.1.3. Autres fournitures (à préciser)			
6.1.4. Combustibles			
6.1.5. Valeur de travaux de construction en cours (Pas encore facturés)			
6.1.6. Autres produits (à préciser svp)			

## 6.2 : Détail sur les montants des stocks à l'ouverture et à la clôture de l'exercice 2017, en FBU

Libellés	Montant en FBU au 31 décembre 2016 (a)	Montant en FBU au 31 décembre 2017 (b)	Variation de stock (b)-(a)
6.2.1. Fournitures pharmaceutiques et médicales			
6.2.2. Produits de nettoyage			
6.2.3. Fournitures pharmaceutiques (pour la pharmacie)			
6.2.3. Autres fournitures (à préciser)			
6.2.4. Combustibles			
6.2.5. Valeur de travaux de construction en cours (Pas encore facturés)			
6.2.6. Autres produits (à préciser svp)			

## Module VII.1 : INVESTISSEMENTS (ACTIFS IMMOBILISES) en 2016 (en FBU)

Libellés	7.1.1. Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.1.2. Achat d'actifs immobilisé	7.1.3. Formation de capital pour compte propre	7.1.4. Réévaluation des actifs immobilisés	7.1.5. Ventes d'actifs immobilisés	7.1.6. Actifs immobilisés perdus ou détruits	7.1.7. Ajouts bruts aux actifs immobilisés	7.1.8. Frais d'amortissement
Terrain								
Amélioration foncière								
Bâtiments résidentiels								
Autres bâtiments								
Equipement de transport @								
Ordinateurs et équipements connexes @								
Autres installations et Machines @								
Travaux d'équipement en cours								
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, etc.								
Produits de la propriété intellectuelle dont :								
Logiciels informatiques								
Œuvres récréatives, littéraires ou artistique originales								

Autres actifs immobilisés incorporels (Spécifier):								
Autre1..... .....								
Autre2..... .....								
Autre3..... .....								
Total								

NB : @ signifie qu'il faut inclure également les machines et équipements liés à un crédit-bail, lorsque les loyers versés pendant la durée de vie du contrat équivaldront à sa valeur

## Module VII.2 : INVESTISSEMENTS (ACTIFS IMMOBILISES) en 2017 (en FBU)

Libellés	7.2.1. Valeur comptable des actifs au début de l'année	7.2.2. Achat d'actifs immobilisé	7.2.3. Formation de capital pour compte propre	7.2.4. Réévaluation des actifs immobilisés	7.2.5. Ventes d'actifs immobilisés	7.2.6. imm perco détr
Terrain						
Amélioration foncière						
Bâtiments résidentiels						
Autres bâtiments						
Equipement de transport @						
Ordinateurs et équipements connexes @						
Autres installations et Machines @						
Travaux d'équipement en cours						
Animaux d'élevage, de reproduction, de trait, etc.						
Produits de la propriété intellectuelle dont :						
Logiciels informatiques						
Œuvres récréatives, littéraires ou artistique originales						
Autres actifs immobilisés incorporels ( <i>Spécifier</i> ):						
Autre1.....						
Autre2.....						
Autre3.....						
Total						